



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 27 SEP. 2023**

mettant en demeure le Comptoir Agricole  
de respecter des prescriptions relatives à l'exploitation de ses installations  
de Strasbourg, rue du Rhin Napoléon, silo « Silostra »

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2019, définissant, pour la prévention des explosions et la limitation de leurs conséquences, les conditions d'aménagement et d'exploitation du silo « SILORINS », au sein de l'établissement de la rue du Rhin Napoléon - Comptoir Agricole Strasbourg ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 27 juillet 2023 des silos « Silostra » et « Silorins » ;
- Vu les observations de l'exploitant produites les 18 et 19 septembre 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'a été constatée, lors de la visite du 27 juillet 2023, l'absence du registre des événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie prescrit à l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004, mais que ce registre a été produit par la suite ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de la visite du 27 juillet 2023, que la protection contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre n'est pas garantie du fait de la déconnexion de fils de liaison équipotentielle sur des canalisations de transfert de la galerie sous-cellules du silo « Silostra » au mépris de la prescription de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, qui veut que « *Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.* » et que l'exploitant s'est engagé à effectuer au mois d'octobre 2023 les travaux correctifs utiles ;

CONSIDÉRANT qu'a été constatée, lors de la visite du 27 juillet 2023, l'absence du suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport annuel sur les installations électriques, prescrit à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, mais qu'il en a été justifié par la suite ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements,*

*opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter**

La société Comptoir Agricole (35 route de Strasbourg 67270 Hochfelden) est mise en demeure, pour l'exploitation de ses silos situés rue du Rhin Napoléon à Strasbourg, de respecter, avant le 31 octobre 2023, les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel susvisé du 29 mars 2004, rappelées en gras :

- article 9 : « **Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.(...)**

### **Article 2 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 5 : exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société COMPTOIR AGRICOLE, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**